



Amélioration de la gestion de crise de l'administration fédérale

Le 29 mars 2023, le CF a fixé l'orientation des mesures visant à améliorer l'organisation de crise de l'administration fédérale. Cette décision s'appuie sur trois piliers (état-major de crise politico-stratégique, état-major de crise opérationnel, état-major central permanent – ce dernier a été remplacé par l'organisation de base de gestion de crise). Le DDPS (OFPP) a été chargé des missions suivantes en collaboration avec la ChF et en y associant les autres départements :

- définir la composition, les prestations, les processus et les ressources de l'organisation de base et soumettre une proposition au Conseil fédéral ;
- élaborer une nouvelle ordonnance sur l'organisation de crise de l'administration fédérale (OCAF) et les modifications juridiques nécessaires. Dans ce cadre, l'ordonnance sur l'État-major fédéral Protection de la population (OEMFP), les instructions concernant la gestion des crises dans l'administration fédérale et certaines parties de l'ordonnance sur le Service sanitaire coordonné (OSSC) seront intégrées dans la nouvelle ordonnance.

Sous la direction de l'OFPP, un groupe de coordination composé de représentants de la Chancellerie fédérale et du SG DDPS a entamé les travaux début avril 2023. Il a créé différents groupes de travail qui ont établi la liste des tâches de l'organisation de base de gestion de crise et rédigé une nouvelle ordonnance. Dans le cadre d'un atelier organisé en août 2023, tous les départements et une délégation composée de représentants des cantons (CdC et deux chefs de service) ont été activement associés aux travaux. En outre, les chefs d'état-major des organisations cantonales de conduite ont été à nouveau consultés au sujet de leurs attentes et de leurs besoins à l'occasion d'une conférence organisée en octobre 2023.

En raison de sa portée politique, les Commissions de gestion des deux Chambres ont demandé l'organisation d'une consultation formelle concernant la nouvelle ordonnance.

Avancement du projet et prochaines étapes (état au 15.03.2025)

Contexte

L'ordonnance sur l'organisation de crise de l'administration fédérale (OCAF) a été adoptée par le Conseil fédéral le 20 décembre 2024 et est entrée en vigueur le 1^{er} février 2025.

Les informations principales concernant l'organisation de crise de l'administration fédérale ont été publiées sur le site Internet de l'OFPP. Les coordonnées de l'organisation de base ont été communiquées aux partenaires et leurs coordonnées ont été enregistrées, dans la mesure où ils les ont fournies.

Prochaines étapes

Un concept de mise en œuvre décrivant précisément les prestations de l'organisation de base de gestion de crise est en cours d'élaboration. Ce document devrait être achevé à l'été 2025.

Défis actuels

Le défi principal réside dans la mise en œuvre du nouveau règlement dans les structures existantes de l'administration fédérale.

Rôle de la Confédération

En cas de crises complexes et multiples, comme la pandémie de COVID-19, un état-major de crise politico-stratégique (EMPS) sera constitué par décision du Conseil fédéral et dirigé par le département responsable. L'EMPS sera chargé de préparer les dossiers à l'intention du Conseil fédéral et de coordonner la gestion de crise au niveau politico-stratégique.

Le département responsable pourra mettre en place un état-major de crise opérationnel (EMOP). Celui-ci se chargera de la coordination entre les états-majors de crise engagés et les unités administratives concernées au sein des départements et établira des documents de base pour l'EMPS.

Afin d'assurer une gestion de crise globale et interdépartementale, rapidement opérationnelle et systématique, une organisation de base de gestion de crise doit être mise en place pour apporter un soutien à l'EMPS et à l'EMOP.

Rôle des cantons

Les cantons doivent être associés systématiquement et suffisamment tôt à la gestion des événements. Afin de garantir l'efficacité de leur participation, ils désigneront un point de contact. En cas de doute sur les services cantonaux concernés, c'est la CdC (Conférence des gouvernements cantonaux) qui servira d'intermédiaire.

Une information précoce de l'organisation de base de gestion de crise concernant les activités prévues dans les cantons en cas d'événement permet une bonne intégration de ces derniers et peut servir à l'harmonisation des mesures.

Données du projet	
Responsabilité	OFPP, Division Centrale nationale d'alarme et gestion des événements (NEOC)
Durée	Début : avril 2023 Fin (entrée en vigueur de l'OCAF) : début 2025
Décisions politiques	Conseil fédéral : ouverture de la consultation en mai 2023

	Conseil fédéral : entrée en vigueur de l'OCAF au 1 ^{er} février 2025
Investissements	Néant
Ressources financières de la Confédération	Aucun nouveau financement n'est demandé.
Ressources financières des cantons	Il appartient en principe aux cantons de décider si et dans quelle mesure ils souhaitent modifier leurs organisations cantonales ou intercantionales de gestion de crise parallèlement à l'administration fédérale.

Remarque : le projet étant clos, la présente fiche d'information a été mise à jour pour la dernière fois.